

QUAND L'ADMINISTRATION JOUE AVEC NOS VIES !

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 04 juin 2025

Il y a des limites à tout. À la MC Arles, elles ont été pulvérisées.

Alors qu'un détenu, déjà **connu pour sa dangerosité** et classé « **Haut de Spectre** », est placé au quartier d'isolement depuis son arrivée, **un SIXIÈME téléphone portable** et **CINQ cartes SIM** viennent d'être retrouvés dans sa cellule.

Oui, **un sixième téléphone**, malgré l'installation d'un **deuxième grillage de sécurité à sa fenêtre**. Jusqu'où allons-nous descendre dans l'absurde ? Que faut-il de plus ? Un troisième grillage ou un mirador dans sa cellule ? À un moment donné, il faut arrêter de faire semblant !

Cet individu est également bien connu de notre administration, car **il est soupçonné d'avoir commandité un « contrat » à hauteur de 120 000 € diffusé sur un réseau social visant deux agents du Centre Pénitentiaire de Marseille**.

Et pourtant, il est toujours là, avec des moyens de communication illimités... Faut-il découvrir une antenne 5G dans la cellule ou un nouveau drame humain pour qu'il soit transféré ?

C'est une **véritable bombe à retardement** que les agents de la MC Arles sont dans l'obligation de côtoyer chaque jour.

Et pendant ce temps, par son **incapacité à imposer un transfert rapide auprès des autorités judiciaires**, l'administration semble faire preuve d'un laxisme inquiétant, comme si **les personnels étaient considérés comme de simples pions sacrificiels**.

Nous aurions pu vivre un second Incarville lors de son extraction médicale d'hier, mais cela ne semble émouvoir personne. Demain, qui sera visé par ses menaces ou ses représailles ? Qui ne rentrera pas chez lui ? **Toute la chaîne hiérarchique et décisionnaire** continue de tergiverser, de temporiser, de laisser pourrir la situation. **Nos vies ne valent-elles donc rien à leurs yeux ?**

C'est de la non-assistance à personnels en danger !

C'est une insulte à l'engagement quotidien des personnels qui tiennent à bout de bras un système carcéral au bord de l'effondrement. C'est une trahison d'une hiérarchie qui abandonne ses agents... C'est un affront aux femmes et hommes de la pénitenciaire qui, chaque jour, exercent tant bien que mal leurs missions dans des conditions intenable.

Le silence de l'administration est notre colère !

La coupe est pleine. L'UFAP UNSa Justice l'a dit, redit, écrit, crié : **il faut que ça cesse**. Il est temps maintenant que tout le monde sache que nos alertes répétées sont systématiquement ignorées et qu'aucune action concrète et efficace n'est mise en œuvre ! Le mépris en guise de réponse institutionnelle : ça suffit !

Car, aujourd'hui, **le silence de l'administration devient complice**, et c'est inacceptable. Chacun doit désormais prendre ses responsabilités.

Notre organisation syndicale refuse que les agents de la MC Arles continuent à servir de fusibles.

L'UFAP UNSa Justice exige, **immédiatement**, le transfert de ce détenu ! Il n'est plus possible d'attendre, n'en déplaie à l'autorité judiciaire.

Il est temps que ceux qui nous dirigent aient peur de ce qu'ils laissent faire !

Le Secrétaire Général,
Emmanuel CHAMBAUD